

## Automobile : une production au plus bas depuis les années 1960

Les Echos pointe en Une l'inexorable déclin de la production automobile. Celle-ci a chuté de 11 % l'an dernier, revenant à un niveau inédit depuis les années 1960, hors Covid, d'après les données définitives des constructeurs obtenues par le quotidien. Avec 1,34 million d'unités produites en 2024, les usines d'assemblage françaises repassent sous le niveau atteint en 2021, alors que l'industrie se débattait avec la crise des semi-conducteurs et les perturbations logistiques. Pis, la production ne dépasse plus que de 40 000 exemplaires celle de 2020 frappée par le grand confinement et les arrêts à répétition. **Cette catastrophe industrielle est exclusivement due à Stellantis**, explique Les Echos, rappelant l'année noire traversées par le constructeur. Renault s'en sort nettement mieux, avec une production en hausse de 2 %. Son potentiel de production dans l'Hexagone a toutefois été affaibli par les décisions de délocalisation de l'ère Ghosn. Toyota suit la même courbe de progression que Renault (+2,1 %, d'après les données du cabinet Inovey), mais avec des volumes moindres. L'année 2024 représenterait le creux de la vague pour l'automobile française. Grâce à la commercialisation de nouveaux modèles, Stellantis table en interne sur une croissance de ses volumes de production de l'ordre de 20 % cette année. Pas de quoi cependant regagner le terrain perdu l'an dernier. Renault table sur une nouvelle hausse cette année, grâce notamment à la R5. Les équipementiers alertent sur « **une réduction inéluctable du nombre de salariés** » dans le secteur, note ensuite Les Echos, selon les mots de Jean-Louis Pech, président de la fédération des équipementiers, dans un entretien. Il juge le marché « extrêmement préoccupant » et pointe la « très mauvaise » compétitivité de la France. Il évoque la proposition d'instaurer un niveau minimum de contenu local dans les voitures vendues en Europe, mais « il va falloir pousser très, très fort pour qu'elle aboutisse, car certains équipementiers, en Allemagne notamment, n'y sont pas favorables ». Interrogé sur une reconversion vers la défense, il explique que « le problème est de pouvoir investir pour ajuster l'outil industriel » et pointe la question du financement. (Les Echos, p.14, 15)